

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1920.

PROJET DE LOI SUR LE TRAITEMENT DES INSTITUTEURS.

A. — EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

I. — Observations générales et recherche d'un point de départ.

Le Parlement est saisi de deux propositions de loi tendant à améliorer la situation des instituteurs. Ces propositions sont appuyées par un mouvement dont il faut reconnaître l'importance et qui se manifeste sous forme de pétitions adressées au Ministre des Sciences et des Arts par les intéressés, d'articles dans la presse et de déclarations au Parlement.

Le Gouvernement a reconnu la légitimité de ce mouvement et a décidé d'accorder au personnel enseignant des écoles primaires les satisfactions compatibles avec les ressources du Trésor. Il convient donc de rechercher un système logique et équitable de rémunération qui soit en rapport avec la capacité financière de la nation.

Cette recherche est loin d'être simple. Il est sans doute aisé de proposer des chiffres, et il est plus facile encore de proposer des chiffres supérieurs à ceux qui l'avaient été d'abord. Mais pareilles estimations en l'air et pareilles surenchères conduisent facilement à des résultats absurdes d'une part, irréalisables d'autre part.

Il faut donc, si l'on veut se rapprocher de ce que commandent l'équité et la situation du Trésor, prendre la peine d'examiner le problème d'aussi près que

possible. A cet égard, remarquons dès le début que les revendications actuelles n'indiquent pas, généralement, d'autre justification que le prix élevé de la vie et l'accroissement continu de celui-ci.

Une première conclusion se dégage donc de cette constatation : c'est que nous sommes en présence d'une difficulté momentanée et que rien ne permet d'affirmer que cette difficulté perdurera en toute son acuité.

Il est fort possible que le prix de la vie continue à augmenter et qu'une nouvelle majoration des traitements devienne nécessaire. Il est fort possible aussi que ce prix vienne à diminuer, et dans ce cas, il ne serait pas raisonnable que les traitements n'y fussent pas proportionnés. Dès lors, tout barème équitable doit comprendre une partie fixe et une partie mobile, cette dernière, susceptible d'augmentation ou de diminution. Pareille conclusion n'est généralement pas admise par les instituteurs qui préféreraient voir fixer leurs émoluments d'une façon invariable. Si on les suivait, il faudrait nécessairement qu'on pût tenir compte, non de la situation d'aujourd'hui, mais de la situation à venir, et celle-ci devrait être calculée sur une moyenne selon les vraisemblances des prévisions que l'on peut faire pour une période prolongée, prévisions qui comporteraient des appréciations inévitablement arbitraires, car nul ne peut savoir ce que nous réserve la situation économique de demain et d'après-demain.

Pourquoi, diront encore les instituteurs, veut-on nous appliquer un système mobile, alors que cela n'a pas été fait pour les autres agents de l'État, et spécialement pour les professeurs de l'enseignement moyen ?

Nous répondrons à cela que si le système auquel nous nous rallions n'a pas été consacré dès le début, cela ne signifie pas qu'il ne soit pas bon. Au surplus, la comparaison avec les agents de l'État (Chemins de fer par exemple) démontrerait que les instituteurs seront traités exactement comme ces agents. Et la comparaison avec les professeurs de l'enseignement moyen prouverait que les instituteurs sont traités plus favorablement; en effet, les traitements de l'enseignement moyen ont été, d'après une décision du Conseil des Ministres, relevés selon le système Pouillet, dont l'application aux instituteurs donnerait 3,440 francs comme traitement de base, solution qu'ils repoussent tous.

La prétention de stabiliser les traitements pour de longues années, en se basant sur la situation exceptionnelle du moment présent, est évidemment injuste et doit être écartée.

Il est plus raisonnable de comparer les chiffres de 1914 à ceux de 1920. Encore convient-il de ne pas pousser cette comparaison à l'excès, et de se garder de réclamer de façon absolue le rétablissement exact de la situation de 1914. En effet, personne ne contestera que le monde s'est considérablement appauvri pendant les quatre années de guerre et que, par conséquent, il y a impossibilité matérielle de restituer à chacun ses moyens d'existence de 1914. Les ruines causées par la guerre obligent tous les citoyens à certaines restrictions, et, bien qu'il soit manifeste que ces restrictions s'imposent surtout à ceux qui ont des ressources dépassant le nécessaire et pour qui elles sont plus faciles, il est certain que si une catégorie de citoyens voulait gagner aujourd'hui la même valeur qu'en 1914, nous ne pourrions leur donner satisfaction qu'au détriment de la nation.

D'autre part, on ne doit pas méconnaître que dès 1914, les instituteurs étaient insuffisamment payés et que, déjà à cette époque, se posait la question de l'amélioration de leurs traitements. Au moment où la nation fait le plus vaillant effort pour reconstituer ses forces et sa vie, il convient que les éducateurs de notre jeunesse soient décemment rémunérés.

Bref, en tenant compte de ces diverses considérations, on peut conclure qu'il convient d'assurer à l'instituteur sa rémunération de 1914, multipliée par le multiplicateur révélé par les statistiques publiées par le Ministère de l'Industrie et du Travail, c'est-à-dire pour mai 1920, par 4,5. Il est évident que ce chiffre est un maximum, et qu'il comprend, d'autre part, une évaluation momentanée.

Les comparaisons avec les salaires que les ouvriers gagnent actuellement dans l'industrie privée ne nous paraissent pas admissibles. Lorsqu'on dit, comme cela se dit couramment dans certaines argumentations, qu'un ouvrier qualifié peut gagner en ce moment de 20 à 30 francs par jour, tandis que l'instituteur ne gagne que fr. 10,75, la comparaison peut être impressionnante à première vue, mais elle ne signifie rien, puisqu'elle ne met pas en relations des valeurs de même ordre. En effet, il est faux que l'instituteur soit payé par jour. Il est payé par année, et ce qu'il faudrait comparer, c'est le salaire annuel de l'ouvrier qualifié et le traitement de l'instituteur. On s'apercevrait dès lors que l'avantage apparent de la situation de l'ouvrier est compensé par des désavantages que ne connaît pas l'instituteur; l'ouvrier n'est pas payé pour les dimanches et jours fériés et n'a point de vacances; sa situation est instable, tandis que celle de l'instituteur est garantie pour un temps fort long; les augmentations de salaires pour l'ouvrier sont problématiques, tandis que les augmentations de traitement de l'instituteur sont régulières. Pour ses vieux jours, l'ouvrier n'est pas assuré d'une pension, tandis que l'État en accorde une gratuitement à l'instituteur. Enfin, l'ouvrier n'a pas à espérer une pension pour sa femme et pour ses enfants, tandis que l'instituteur, moyennant les retenues opérées sur son traitement, a la certitude que lorsqu'il disparaîtra, les siens ne seront pas privés de toute ressource. Les deux situations ne sont donc pas comparables.

Une comparaison plus judicieuse peut être faite avec la situation des agents de l'État. Ceux-ci jouissent d'avantages analogues à ceux assurés aux instituteurs et ce sont ces avantages qui expliquent et justifient la différence qui a toujours existé entre les salaires payés par les patrons dans l'industrie privée.

Ces considérations générales étant ainsi établies, venons-en à l'examen des chiffres de 1914 et de ceux que la loi du 15 novembre 1919 a fixés, à la demande et à la satisfaction des intéressés, à la suite d'un vote presque unanime du Parlement.

Il faut noter préalablement la complexité extrême de la question et la dégager de tous les facteurs accessoires. Nous laisserons donc momentanément de côté l'examen de tous les émoluments qui viennent s'ajouter au traitement principal et qui constituent pour les instituteurs un supplément appréciable de revenu : notamment les indemnités de résidence, de direction, allocations pour certificats spéciaux, cours d'adultes, augmentations périodiques, et nous consi-

dérons seulement le traitement minimum assuré à tout jeune instituteur dès sa nomination, après quatre années d'études à l'école normale.

Ce traitement était, en 1914, de 1,200 francs. La loi du 13 novembre 1919, l'a porté à 3.000 francs. Elle y a ajouté une indemnité de résidence, qui, dans les plus petites communes, pour les célibataires, est de 200 francs. Le chiffre du traitement actuel minimum est donc de 3,200 francs. Si l'on compare ce chiffre à celui de 1914, on constatera que la majoration de traitement correspond à un multiplicateur de 2,7 environ. Selon le principe que nous avons posé au début, le maximum raisonnable des exigences doit donc, à l'heure présente, correspondre à un multiplicateur non de 2,7, mais de 4,5 et se rapprocher par conséquent de 5,400 francs.

Ceci posé, comment peut-on arriver au chiffre désirable de 5.400 francs, chiffre du reste supérieur à celui des projets Doms, Marek et Buyl, et quelle doit être l'importance de la partie fixe et de la partie mobile? Les agents de l'État vont se voir allouer une indemnité de vie chère de 1,200 francs; s'il fallait appliquer ce système aux instituteurs, la partie fixe serait 4,200 francs, la partie mobile de 1,200 francs.

Pour répondre aux désirs des intéressés, il nous paraît admissible d'arrêter la partie fixe à 4,800 francs, ce qui fait tomber à 600 francs la partie mobile. Sur ce point, la proposition du gouvernement se rapproche donc de très près des propositions Marek-Buyl et Doms quant à la partie fixe et elle les dépasse sensiblement si l'on y ajoute la partie mobile. L'institution de cette partie mobile permettra de se tenir constamment au courant des fluctuations du coût de la vie. Son chiffre sera révisé périodiquement d'après les statistiques officielles; il pourra être majoré si le coût de la vie s'élève encore; il pourra être diminué au cas contraire.

Les autres indemnités prévues par la loi de 1919 sont maintenues. Celles qui sont relatives aux certificats spéciaux pourront être majorées avec un maximum qui passe de 100 à 300 francs. En effet, il a paru salubre d'encourager les membres du personnel enseignant à se mettre, par des études complémentaires, à la hauteur des perfectionnements du programme et notamment de l'extension que le quatrième degré et les œuvres complémentaires de l'école pourront, apporter.

II. — Augmentations périodiques.

Le régime de 1914 de même que la loi de 1919 prévoyaient un système d'augmentations périodiques. Les propositions soumises au Parlement adoptent le même point de vue. Le système se justifie, remarquons-le, non par le fait d'être plus ancien, mais par la supposition qu'un instituteur, à mesure qu'il avance en âge, est plus qualifié, donne un meilleur rendement, est d'une valeur professionnelle supérieure. Dans ce cas, il est légitime qu'il soit mieux rétribué.

Nous croyons devoir fixer comme suit la série d'augmentations successives : cinq augmentations annuelles de 200 francs; cinq augmentations biennales de 200 francs; quatre augmentations triennales de 200 francs et une dernière

de 400 francs. Ce traitement serait donc majoré de 3,200 francs après 30 ans de bons services.

On remarquera que cette échelle s'écarte des systèmes antérieurs et des systèmes proposés. En 1914, les augmentations étaient de 100 francs tous les deux ans. Selon la loi de 1914, l'instituteur a droit à dix augmentations annuelles de 100 francs suivies de dix augmentations biennales de 150 francs.

Le projet Mark-Buyt propose « l'instituteur et l'institutrice primaire et » froebeliennne ont droit à vingt augmentations annuelles de 200 francs et cinq » de 300 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de » 5,000 le minimum légal. »

Cette disposition est peu compréhensible puisque les chiffres indiqués donneraient 5,500 francs et non pas 5,000 francs.

Le projet Doms prévoit « une augmentation annuelle de 250 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 5,000 francs le minimum prévu.

Nous regrettons de ne pouvoir sur ce point donner satisfaction complète. L'application des règles proposées entraînerait pour le Trésor une charge tellement considérable qu'elle dépasse les prévisions de recettes actuelles les plus optimistes.

Ce qui nous a guidés dans l'établissement des règles d'augmentations, c'est la préoccupation de rétribuer aussi exactement que possible la valeur du travail fourni et de faciliter l'existence aux débutants. Il nous paraît juste qu'un jeune instituteur, n'ayant au commencement de sa carrière aucun des avantages accessoires qui sont attribués à ses collègues plus âgés, voie s'améliorer rapidement sa situation, et c'est pourquoi l'augmentation nous paraît devoir être pour celui là annuelle. Il y a en outre cinq augmentations biennales. Au bout de dix ans, on peut considérer qu'en règle générale l'instituteur donne tout son rendement, et sa situation est notablement améliorée. Mais à partir de ce moment, sa valeur professionnelle ne s'accroîtra plus que lentement et par conséquent il semble logique de ralentir le mouvement des augmentations. Entre 25 et 35 ans, l'augmentation sera bisannuelle. Entre 35 et 50 ans, elle sera triennale, et la dernière augmentation de 400 francs pourra être accordée comme fin de carrière.

Mais si nous nous rallions à ces chiffres, c'est à la condition expresse de trouver dans l'allocation des augmentations un stimulant constant du labeur professionnel. L'allocation mécanique des augmentations favoriserait les moins bons éléments et découragerait les meilleurs, puisque le travail mauvais, médiocre ou excellent serait également rétribué. Déjà, dans le système de la loi de 1919, le seul fait de la prestation de services ne suffisait pas à justifier l'augmentation; celle-ci pouvait être refusée à tout instituteur dont la conduite ou l'enseignement laissait à désirer. Il faut, selon nous, aller plus loin; enlever au refus d'augmentation son caractère de peine, et donner à l'octroi de l'augmentation le caractère d'une récompense.

Le mauvais instituteur n'y aura pas droit, c'est évident; mais un instituteur médiocre, simplement moyen, n'y aura pas droit non plus. Il faudra la mériter, par la dignité de sa conduite, la qualité de l'enseignement, le zèle à remplir intégralement les obligations prescrites par la loi.

Les augmentations seront proposées par les autorités scolaires et justifiées

suivant des règles uniformes, à fixer par un arrêté royal, excluant le favoritisme et offrant des garanties aux intéressés. Mais le contrôle de ces propositions appartiendra naturellement à l'État, qui aura à en supporter les conséquences financières.

En attendant la mise en vigueur de ce règlement, les augmentations seront dès à présent accordées selon les années de services.

Pour la supputation de celles-ci, sont admissibles les services déterminés par l'article 31, littéra B. de la loi du 13 novembre 1919. Nous ne modifions cet article qu'en y comprenant les services rendus dans l'enseignement Froebel.

III. — Égalité entre les instituteurs et les institutrices.

L'égalité des traitements entre les instituteurs et les institutrices est fréquemment réclamée. Elle apparaît justifiée à première vue par le principe « à travail égal, salaire égal ». Mais lorsqu'on va au fond des choses, il faut reconnaître que la femme dans l'enseignement fournit généralement un rendement moindre que l'instituteur. Certes une bonne institutrice vaut largement un instituteur, et devrait être payée de la même façon. Souvent même, la femme apporte dans l'accomplissement de ses fonctions un plus grand dévouement et a pour les enfants une sollicitude quasi-maternelle.

Mais, d'autre part, l'expérience démontre que les femmes sont plus fréquemment indisposées et que nombre d'entre elles s'autorisent de ces indispositions pour ne pas donner leurs cours ou pour ne pas les donner convenablement. C'est surtout du côté féminin que sévit l'abus des absences dont il n'est pas possible de constater les motifs. On peut, en effet, alléguer des vertiges, des troubles nerveux, des maux de tête ou autres souffrances déterminées, sans qu'il soit possible, même aux médecins les plus avisés, de contrôler la sincérité de pareilles affirmations.

L'égalité des traitements n'est donc admissible et défendable qu'en supposant l'égalité de rendement, et en prenant dès lors quelques mesures pour éviter les absences non justifiées et les excuses dérivant de certificats trop facilement délivrés. Il nous semble que ces mesures pourraient être trouvées dans le refus des augmentations aux instituteurs et institutrices qui s'absenteraient pendant plus de quinze jours par année scolaire, sans autre justification qu'une indisposition ou malaise non constatable par des symptômes objectifs certains.

IV. — Catégories spéciales.

Les règles que nous venons d'établir constituent la situation de la grande majorité du personnel enseignant primaire, mais elles ne suffisent pas cependant à régler toutes les situations.

Il faut envisager encore celle des institutrices d'écoles gardiennes, des instituteurs et institutrices vivant en commun, des directions d'écoles. Nous laissons

volontairement de côté la question des cours d'adultes que la loi de 1919 a réservée aux administrations communales. Il n'est pas sans intérêt, cependant, de rappeler que les instituteurs sont les titulaires tout désignés pour de pareils cours et que la rémunération que les communes y attachent, plus ou moins considérable selon les ressources de leur budget, constitue pour maints instituteurs un appoint appréciable et recherché.

Les institutrices gardiennes ne doivent point être confondues avec les institutrices primaires. Leur degré de culture est moindre et on ne leur demande, après des études primaires, que six semaines de préparations spéciales. Toutefois, comme il entre dans les intentions du Gouvernement de leur demander davantage et de donner à ces études normales un caractère plus sérieux, ainsi que cela s'est déjà fait dans certains centres, il a paru convenable de majorer également pour elles les traitements de la loi de 1919. Ils seraient fixés comme suit :

Minimum : 3,600 francs.

5	augmentations annuelles de	150 francs;
5	id. biennales de	150 id.
4	id. triennales de	150 id.
	et une dernière de	300 id.

Maximum : 6,000 francs.

Quant aux instituteurs et institutrices congréganistes, leurs conditions de vie sont évidemment bien différentes de celles des instituteurs et institutrices ayant des charges normales. La loi de 1919, consacrant sur ce point une trêve des partis, leur a accordé logiquement des traitements moindres qu'aux instituteurs et institutrices laïques. Notre projet n'entend point remettre en question la transaction approuvée par la quasi-unanimité du Parlement et, en conséquence, majore également ces traitements. Quant à l'indemnité mobile, il nous semble très suffisant de la fixer à la moitié du chiffre précédemment indiqué, soit 300 francs.

Le traitement *fixe* des instituteurs et institutrices primaires, vivant en commun, des écoles adoptées ou adoptées sera de :

Minimum : 2,400 francs.

5	augmentations annuelles de	100 francs.
5	id. biennales	100 id.
4	id. triennales	100 id.
	et une dernière de	200 id.

Maximum : 4,000 francs.

Le traitement *fixe* des institutrices gardiennes vivant en commun est de :

Minimum : 1,800 francs.

5 augmentations annuelles de	75 francs.
5 id. biennales de	75 id.
4 id. triennales de	75 id.
et une dernière de	120 id.

Maximum : 3,000 francs.

Les directions d'écoles ont rendu d'incontestables services et l'institution doit être maintenue et développée. Toutefois, il convient d'éviter les abus. Pour cette raison, nous estimons que les situations existant à l'heure actuelle doivent être conservées et l'État doit prendre à sa charge le traitement de ces agents. Pour l'avenir il y aura lieu d'adopter des règles très précises. Un arrêté royal les déterminera.

Le projet Marck-Buyl signale que les inspecteurs communaux sont exclus du bénéfice de la loi du 13 novembre 1919. Sans méconnaître les services que ces fonctionnaires peuvent rendre à l'enseignement, nous estimons qu'ils ne peuvent être considérés comme appartenant au personnel enseignant. Ils sont, en réalité, des délégués, des substituts de l'échevin de l'instruction publique et, à ce titre, leurs fonctions administratives doivent les faire considérer comme des agents purement communaux. L'État a du reste ses inspecteurs et si les inspecteurs communaux étaient rémunérés à l'intervention de l'État, ceux-ci devraient somme toute dépendre des premiers et leur autorité ne pourrait qu'en être amoindrie.

Le même projet constate que les instituteurs suppléants sont méconnus. L'État a déjà à sa charge le paiement des intérimaires et les communes qui veulent désigner des instituteurs suppléants ne peuvent exiger de l'État le paiement du traitement de l'instituteur effectif et de celui de l'instituteur suppléant. Si on agissait autrement, le nombre des instituteurs suppléants augmenterait dans des proportions injustifiables.

Reste la question des classes payantes.

Nous pensons qu'il est souhaitable que le Gouvernement doit continuer à allouer des subsides aux classes payantes actuellement existantes.

Pour prévenir tout abus dans la suite, un arrêté royal révisant les dispositions du règlement général du 16 novembre 1919 fixera les conditions à remplir désormais pour l'obtention des subsides de l'État.

V. — Obligations des instituteurs.

Les faiseurs de barèmes revendiquent volontiers les droits des instituteurs, mais parlent plus rarement de leurs obligations. Or, les uns et les autres sont en rapport nécessaire. Si les instituteurs sont intéressants, c'est parce qu'ils sont l'élément principal de l'école. L'intérêt de l'école prime celui de l'institu-

teur. Les intérêts de l'instituteur ne doivent être pris en considération qu'en fonction des intérêts de l'école. C'est la raison qui nous a décidés à subordonner l'octroi des augmentations au mérite professionnel; c'est la raison qui nous amène à préciser les obligations des instituteurs, à un moment où l'école primaire va devoir prendre des extensions nouvelles.

Certains instituteurs, heureusement rares, estiment leur tâche terminée lorsque sonne la cloche qui annonce la fin des classes. Mais la majorité comprend que le service scolaire est autrement vaste. Dans beaucoup de communes, ce sont les instituteurs dont le zèle et le dévouement ont assuré la prospérité des Universités populaires et des œuvres complétant l'école. A l'heure présente, une série de réformes du plus haut intérêt sont à l'étude dans cette direction; il faut compléter l'école par la bibliothèque publique, par les repas scolaires, par des relations plus fréquentes avec les familles des écoliers. Si nous améliorons aujourd'hui la situation des instituteurs, ils doivent savoir que c'est non seulement à cause des difficultés de la vie, mais parce que nous attendons beaucoup d'eux, dans l'immense travail de réfection intellectuelle et morale qui s'impose à la nation. Il doit donc être dit, dans la loi, dès aujourd'hui que le service scolaire comprend, sans rémunération spéciale, le service de la bibliothèque et l'assistance aux repas scolaires selon les règlements dont le détail sera arrêté par les autorités scolaires avec l'approbation du Ministre des Sciences et des Arts.

Le relèvement nouveau du barème justifie la suppression de tout cumul étranger aux choses de l'enseignement proprement dit.

Divers articles de la loi scolaire et, notamment, les articles 14, 15, 21, 23, 28, 29 et 31 règlent le statut des instituteurs. Ils doivent être complétés sur un point.

La durée des engagements qui se forment entre les instituteurs et les autorités scolaires doit être précisée. Nul ne songe à interdire à un instituteur (ou à des instituteurs agissant de concert) le droit de donner leur démission et de refuser leurs services. Le travail forcé est injuste pour quiconque. Mais encore convient-il de préciser quand et comment les instituteurs peuvent user de ce droit. La nature de leurs fonctions détermine la durée minimum de leur engagement; ils ont, pendant une année scolaire, les mêmes enfants auxquels ils doivent leurs soins. Ils sont donc engagés au moins pour l'année scolaire en cours. Ils ne peuvent renoncer à la tâche acceptée qu'à la fin de l'année et à condition de prévenir les autorités scolaires de façon à pouvoir être remplacés sans dommage pour l'école. Encore une fois, leurs droits sont conditionnés par l'intérêt de l'école.

Il y a donc lieu de reconnaître le droit de l'instituteur à refuser de continuer ses fonctions, mais pour l'année scolaire future seulement et à charge de préavis avant la fin de l'année scolaire en cours. Dans ce cas, aucune mesure disciplinaire ne pourra l'atteindre et aucun reproche ne pourra lui être fait.

D'autre part, les autorités scolaires auront un droit analogue, mais dans des limites plus étroites. Elles ne pourront renoncer aux services d'un instituteur que si elles ont, pour agir ainsi, des motifs graves. L'appréciation de ces motifs ne peut être laissée aux autorités scolaires seules, sans exposer les intéressés au caprice et à l'arbitraire. Ceux-ci doivent pouvoir se défendre ou

se faire entendre, soit devant le Conseil communal et devant la Députation permanente, s'il s'agit d'instituteurs officiels, soit devant le Conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire s'il s'agit des écoles adoptées et subsidiées, et doivent, dans l'un et l'autre cas, pouvoir prendre leur recours au Roi.

VI. — Conséquences financières.

Si l'intérêt de l'instituteur est conditionné par celui de l'école, celui-ci est conditionné à son tour par l'intérêt de la nation. La Belgique se doit à elle-même de faire les sacrifices nécessaires au développement de son enseignement primaire; on a dit justement que c'étaient là des dépenses utiles et productives dont on retrouvait le bénéfice dans l'avenir; encore faut-il se demander si elle peut faire des sacrifices. Les réformateurs qui proposent des dépenses prennent une position commode en négligeant d'indiquer en même temps les voies et moyens.

Dans le cas actuel, la situation des intéressés est tellement pressante qu'il serait dérisoire de leur proposer de commencer par une loi d'impôt, ce qui serait pourtant d'une rigoureuse logique, mais nous reporterait à l'an prochain, ou plus loin encore.

C'est donc avec les disponibilités actuelles qu'il faut remédier au mal et le problème est donc de savoir si l'on peut appliquer le régime qui nous paraît souhaitable avec les fonds limités dont le Gouvernement dispose immédiatement. Tous les discours n'effaceront point cette impossibilité d'ordre matériel.

Il est donc indispensable de savoir combien coûtera la réforme préconisée. Les auteurs de la question ne s'en sont point souciés comme si cet aspect du problème était négligeable. En raison de sa complexité, on ne pourrait fixer des chiffres strictement exacts qu'après des calculs nécessitant un temps très long.

Toutefois, on a essayé de chiffrer les données ci-dessus (travail qui n'est guère possible avec les systèmes Marek-Buyt et Doms, à raison de leur imprécision) et l'on est arrivé aux résultats suivants :

Majoration du traitement de base.	fr. 43,596,000 »
Majoration des augmentations périodiques, des indemnités pour certificats spéciaux.	16,209,291 »
Vie chère	14,852,700 »
Le total de . . . fr.	76,657,991 »

se répartissant comme suit :

61,805,291 francs à l'ordinaire.

14,852,700 francs à l'extraordinaire.

Il en résulterait que la progression des interventions de l'Etat, depuis 1914, serait figurée par les chiffres approximatifs suivants, qui sont de nature à faire

réfléchir les gens de bon sens et à tempérer les indignations de ceux qui lui reprochent de ne rien faire pour l'enseignement.

En 1914, la charge de l'Etat était de	. . fr.	24,483,250 »
En 1919, elle passe à environ.		110,000,000 »
En 1920, elle sera environ.		186,637,991 »

Il faut donc prévoir, pour appliquer les systèmes que nous avons préconisés une dépense supplémentaire annuelle de 76 millions.

Cette augmentation de l'intervention de l'Etat rend nécessaire le renforcement de l'inspection.

La loi de 1919 dispose que les inspecteurs visitent les écoles une fois l'an. C'est évidemment insuffisant. Il faut dire au moins deux fois l'an. Un arrêté royal réorganisera tout ce service.

Il suffit d'énoncer le chiffre de 76 millions pour se rendre compte de l'extrême difficulté qu'il y a, pour un Ministre des Finances, de trouver une somme aussi considérable, *immédiatement*, par le seul effort de sa bonne volonté.

Aussi comprendra-t-on que le Gouvernement ait dû renoncer à faire rétro-agir la réforme au 1^{er} janvier 1920, ainsi qu'il y avait d'abord songé, et qu'il considère comme radicalement impossible d'aller au delà de ses propositions. Tout amendement entraînant un surcroît de dépenses ferait échouer le projet en son entier.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTREE.

(19)

**Projet de loi sur le traitement
des instituteurs.**

**Wetsontwerp over de wedde der
onderwijzers.**

B. — TEXTE.

B. — INHOUD.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté en Notre Nom aux Cham-
bres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

Un article nouveau est inséré dans la
loi organique de l'instruction primaire
à la suite de l'article 28.

Cet article est ainsi conçu :

ART. 28^{bis}. — Le traitement ci-après
fixé est le même pour les instituteurs et
les institutrices.

ART. 2.

L'article 29, 1°, de la loi organique
de l'instruction primaire est modifié
comme suit :

1° Un traitement de base de 4,800
francs.

Au 2° du même alinéa, les mots :
« pour les uns et les autres », sont sup-
primés.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister
van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan den inhoud
volgt zal in Onzen naam aan de wetge-
vende Kamers onderworpen worden.

EERSTE ARTIKEL.

Een nieuw artikel wordt in de wet tot
regeling van het lager onderwijs achter-
aan artikel 28 opgenomen.

Dit artikel luidt als volgt :

ART. 28^{bis}. — De hiernavastgestelde
wedde geldt voor onderwijzeressen als
voor onderwijzers.

ART. 2.

Artikel 29, 1°, der wet tot regeling
van het lager onderwijs wordt :

1° Eene aanvangswedde van 4,800
frank.

Bij 2° van hetzelfde lid dienen de
woorden « voor beiden » geschrapt.

ART. 3.

L'article 30 D est modifié comme suit :

D. Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun, des écoles adoptées et adoptables est fixé à 2,400 francs; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.

ART. 4.

L'article 31 A est modifié comme suit :

Le traitement de base sera augmenté périodiquement dans la mesure suivante :

a) Pour les instituteurs laïcs, de quatorze augmentations de 200 francs, soit successivement cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après trente années de services;

b) Pour les instituteurs non mariés, vivant en commun, des mêmes augmentations, réduites de moitié.

Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.

ART. 5.

L'article 31 B, alinéa 1, est modifié comme suit :

B. Pour la période antérieure à la présente loi, seront admis, en vue de l'octroi des augmentations périodiques, tous les services rendus, même à titre temporaire, dans les écoles primaires ou gardiennes, communales, adoptées ou adoptables.

ART. 3

Artikel 30 D wordt :

D. De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers van de aangenomen en aanneembare scholen wordt bepaald op 2,400 frank; de huishuurvergoeding is alleen aan het schoolhoofd verschuldigd; zij wordt berekend naar de grondslagen, bij het vorig artikel vastgesteld voor de gemeenteonderwijzers.

ART. 4.

Artikel 31 A wordt :

De aanvangswedde wordt periodiek op volgende wijze vermeerderd :

a) Voor de wereldlijke onderwijzers, met veertien verhoogingen van 200 frank, d. i. opvolgenlijk vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na dertig jaar dienst;

b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, de helft derzelfde verhoogingen.

Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1 Januari van elk jaar.

ART. 5.

Artikel 31 B, lid één, wordt :

B. Voor het tijdperk dat deze wet voorafgaat, komen, met het oog op de periodieke verhoogingen bij de berekening der dienstjaren in aanmerking, al de diensten, zelfs die welke tijdelijk bewezen werden, in de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere scholen of bewaarscholen.

A l'alinéa 3, les mots « dans les écoles gardiennes inspectées » sont supprimés.

ART. 6.

Les dispositions suivantes sont insérées à l'article 31, à la suite du littéra B :

B^{bis}. A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations périodiques ne seront accordées que si elles sont méritées par des services irréprochables et dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, notamment, les instituteurs dont la conduite ou l'enseignement laisserait à désirer, ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements ou qui s'absenteraient plus de quinze jours par an, sous prétexte de maladie non constatable par des symptômes objectifs certains.

B^{ter}. Le service scolaire comprend, sans rémunération spéciale, outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de la bibliothèque publique et l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, tels qu'ils sont réglés par les autorités scolaires, ou, à leur défaut, par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 7.

L'article 31, litt. C, est remplacé par la disposition suivante :

Les augmentations sont proposées par les autorités scolaires compétentes, selon des règles uniformes à édicter par un arrêté royal. Elles ne sont admises pour la fixation du subside de l'Etat que pour autant que le Ministre des Sciences et des Arts les juge justifiées.

Bij lid 3 worden de woorden « in de onder toezicht staande bewaarscholen » geschrapt.

ART. 6

Bij artikel 31, achteraan littera B, komen volgende beschikkingen :

B^{bis}. Bij het in werking treden dezer wet worden de periodieke verhoogingen slechts als verdiend door onberispelijken en meer dan middelmatigen dienst toegekend. Zoo zullen onderwijzers, wier gedrag of onderricht te wenschen konden overlaten ; zij die in hun plicht, als omschreven door wet of reglementen, zouden te kort schieten, of zij die meer dan vijftien dagen per jaar, onder voorwendsel van niet door merkbaar-zekere teekenen vast te stellen ziekte, zouden afwezig zijn, er geen recht op hebben.

B^{ter}. De schooldienst omvat, zonder bijzondere vergoeding, buiten den dienst van het eigenlijk onderwijs, den dienst der volksbibliotheek en den bijstand aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij door de schooloverheden en, bij ontstentenis dezer, door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden geregeld.

ART. 7.

Artikel 31, litt. C, wordt :

Weddeverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde schooloverheid, volgens gelijkvormige, door een Koninklijk besluit vast te stellen regelen. Voor vaststelling van de Staatstoelage wordt zij alleen goedgekeurd, als de Minister van Wetenschappen en Kunsten ze gerechtigd acht.

ART. 8.

L'alinéa 13 de l'article 33 est modifié comme suit :

1° Un traitement de base, qui sera de 4,800 francs, si l'intéressée possède le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, et de 3,600 francs, si elle ne possède que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne ou si elle est dispensée en vertu de l'alinéa 8 du présent article.

L'alinéa 16 du même article est modifié comme suit :

Les institutrices gardiennes ont droit, si elles possèdent le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, à quatorze augmentations successives de 200 francs soit cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après 30 années de services. Si elles ne possèdent que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, ou si elles en sont dispensées en vertu de l'alinéa 8 du présent article, les taux des augmentations sont réduits respectivement à 150 et 300 francs.

L'alinéa 17 du même article est modifié comme suit :

Pour les institutrices gardiennes non mariées et vivant en commun, les taux du traitement de base et des augmentations périodiques sont réduits de moitié.

ART. 9.

L'article 34 est modifié comme suit :

Une indemnité est attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches. Un arrêté royal détermine les certificats

ART. 8.

Artikel 33, lid 13, wordt :

1° Eene aanvangswedde, groot 4,800 frank zoo de betrokkene draagster is van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, of groot 3,600 frank zoo zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres bezit, of zoo ze uit hoofde van lid 8 van dit artikel ervan vrijgesteld is.

Lid 16 van ditzelfde artikel wordt :

De onderwijzeressen der bewaarscholen, zoo zij draagster zijn van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, hebben recht op veertien opvolgende verhoogingen van 200 frank, d. i. vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na 30 jaar dienst. Bezitten zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres of zoo zij uit hoofde van lid 8 van dit artikel ervan vrijgesteld zijn, dan wordt het bedrag der verhoogingen onderscheidenlijk herleid tot 150 en 300 frank.

Lid 17 van hetzelfde artikel wordt :

Voor de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzeressen der bewaarscholen worden aanvangswedde en periodieke verhoogingen op den helft gesteld.

ART. 9.

Artikel 34 wordt :

Eene bijzondere vergoeding is verbonden aan het bezit van bijzondere getuigschriften voor het ondersicht in zekere vakken. De getuigschriften die

qui entrent en ligne de compte et fixe le taux de l'indemnité pour chacun d'eux.

Le montant total de ces indemnités ne peut dépasser 300 francs.

ART. 10.

Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire :

ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire.

Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.

ART. 11.

L'alinéa 3 de l'article 39 de la loi scolaire est modifié comme suit :

L'inspecteur cantonal visite au moins deux fois l'an toutes les écoles de son canton. Une fois au moins par trimestre, il réunit en conférence les instituteurs de son ressort et adresse à l'inspecteur principal un rapport sur la situation de

hiervoor in aanmerking komen en het bedrag der vergoeding voor elk hunner wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld,

Het gezamenlijk bedrag dezer vergoedingen mag niet boven 300 frank gaan.

ART. 10.

Op artikel 26 der schoolwet volgt een nieuw artikel :

Artikel 26^{bis}. — De onderwijzer is op zijn minst voor het loopend schooljaar verbonden. Slechts bij voorbericht van drie maand en tegen het volgende jaar kan hij van zijn ambt afzien. Maakt hij hiervan geen gebruik, dan blijft zijn contract bij verzwegen overeenkomst voor een volgend schooljaar duren.

In dezelfde voorwaarden mogen de schooloverheden eveneens van het contract afzien, niet echter zonder gewichtige reden. Het beoordeelen van zulke redenen wordt voor de gemeenteonderwijzers aan den gemeenteraad, voor de onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen aan den onder artikel 26 der schoolwet voorzienen raad overgelaten; in een als ander geval kan beroep op den Koning gedaan. Hetzelfde geldt voor elke tuchtstraf die afstelling onder het schooljaar medebrengen kan. De beklaagde onderwijzer dient gehoord en tot verweer gemachtigd.

ART. 11.

Lid 3 van artikel 39 der Schoolwet wordt :

Elke kantonnale schoolopziener bezoekt, tweemaal 's jaars ten minste, al de scholen van zijn kanton. Eens per kwartaal ten minste vereenigt hij de onderwijzers van zijn gebied in eene vergadering, en hij zendt aan den hoofd-

l'instruction primaire dans les communes qu'il a parcourues. Chaque inspecteur principal préside annuellement une des conférences d'instituteurs et visite au moins tous les deux ans chaque école de son ressort. Il adresse, chaque année, au Ministre, un rapport sur la situation de l'instruction primaire de son ressort.

Un règlement d'administration générale organise le corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, détermine le nombre, les attributions et le traitement des inspecteurs des diverses catégories, et arrête tout ce qui concerne le conseil de perfectionnement, les conférences et les moyens d'encouragement.

Dispositions spéciales ou transitoires.

ART. 12.

Sous les conditions à déterminer par arrêté royal, les directeurs communaux de l'enseignement primaire qui ne sont spécialement attachés à aucune école tombent sous l'application de la présente loi et de la loi organique de l'instruction primaire.

Les situations acquises au 1^{er} janvier 1920 par des agents de cette catégorie sont respectées.

ART. 13.

Une indemnité de vie chère est accordée, outre les traitements ci-dessus fixés, aux membres du personnel enseignant. Elle sera de 600 francs par an pour les agents laïcs et de 300 francs pour les agents non mariés, vivant en commun.

Le Gouvernement pourra, de trois en

opziener een verslag over den toestand van het lager onderwijs in de gemeenten welke hij heeft bezocht. Elke hoofdopziener zit jaarlijks eene der onderwijzersvergaderingen bij en bezoekt, om de twee jaar ten minste, iedere school van zijn gebied. Ieder jaar stuurt hij den Minister een verslag over den toestand van het lager onderwijs in zijn gebied.

Een reglement van algemeen bestuur richt het corps der opzieners van het lager onderwijs in, bepaalt het getal, de ambtsbevoegdheid en de jaarwedde van de opzieners der verschillende reeksen; het richt tevens den Verbeteringsraad en de onderwijzersvergaderingen in, en stelt de middelen tot aanmoediging vast.

Bijzondere overgangsbepalingen.

ART. 12.

Gemeentelijke bestuurders van het lager onderwijs die aan geene enkele school in het bijzonder verbonden zijn, vallen, binnen de voorwaarden door een Koninklijk besluit te bepalen, onder toepassing van deze wet en van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

De toestand op 1 Januari 1920 van agenten dezer reeks blijft onaangevoerd.

ART. 13.

Buiten de boven vastgestelde wedde wordt een duurtebijslag aan de leden van het leerpersoneel toegekend. Hij bedraagt jaarlijks 600 frank voor de wereldlijke, en 300 frank voor de niet gehuwde in gemeenschap levende agenten.

Om de drie jaar kan de Regeering het

trois mois, reviser cette indemnité selon les fluctuations du prix de la vie.

ART. 14.

La présente loi sortira ses effets à partir de sa promulgation.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1920.

bedrag van dezen bijslag herzien naar gelang de wisseling in de levensduurte.

ART. 14.

Deze wet treedt in werking bij hare afkondiging.

Gegeven te Brussel, den 13^e Juli 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten.*

J. DESTREE.



(VIII)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JULI 1920.

WETSONTWERP OVER DE WEDDE DER ONDERWIJZERS

A. — MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

I. — Algemeene opmerkingen en vaststelling van een uitgangspunt.

Twée wetsvoorstellen tot verbetering van den toestand der onderwijzers zijn bij het Parlement ingediend. Die voorstellen worden ondersteund door een beweging waarvan men de belangrijkheid moet erkennen en welke zich openbaart in verzoekschriften door de belanghebbenden opgezonden aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten, door artikelen in de pers en door verklaringen in het Parlement.

De Regeering heeft de rechtmatigheid dier beweging erkend en is ertoe besloten, het onderwijzend personeel der lagere scholen voldoening te schenken voor zooverre zulks vereenigbaar is met de middelen der Schatkist. Er dient dus een logisch en rechtvaardig stelsel van bezoldiging gezocht dat met het financiëele draagvermogen van de natie verband houdt.

Zulks is verre van eenvoudig. Het is ongetwijfeld gemakkelijk cijfers voor te stellen, en nog gemakkelijker cijfers voor te stellen welke hooger zijn dan die welke men tot nog toe gehad heeft. Doch dergelijke beramingen welke op niets berusten, en dergelijke beloften in 't wilde brengen ons licht tot ongerijmde en niet te verwezenlijken uitkomsten.

Wil men ertoe komen, de rechtvaardigheid met den staat van 's Lands Schatkist te vereenigen, dan moet men zich de moeite getroosten het vraagstuk zoo nauwkeurig mogelijk te onderzoeken. In dit opzicht kunnen wij van 't begin af aan opmerken, dat de tegenwoordige eischen over 't algemeen geen andere redenen opgeven dan de levensduurte en het voortdurend stijgen dier duurte.

Een eerste gevolgtrekking ligt dus voor de hand : wij staan hier tegenover een tijdelijke moeilijkheid en door niets zijn wij gerechtigd te beweren dat die moeilijkheid van blijvenden aard zal zijn.

Het is heel goed mogelijk dat de levensduurte blijft stijgen en dat nieuwe weddeverhooging noodzakelijk wordt. Het is eveneens heel goed mogelijk dat die levensduurte vermindert en in dat geval zou het niet redelijk zijn zoo de wedden niet geëvenredigd waren aan die vermindering. Dienvolgens moet elke rechtmatige wedderooster een vast gedeelte en een veranderlijk gedeelte bevatten, welk laatste moet kunnen verhoogd of verminderd worden. Deze gevolgtrekking wordt over 't algemeen niet aangenomen door de onderwijzers welke hun inkomsten bij voorkeur op een onveranderlijke wijze zouden willen zien vaststellen. Moest hun zienswijze gevolgd worden, dan zou men noodzakelijkerwijze moeten kunnen rekening houden, niet met den tegenwoordigen toestand, doch met den toekomstigen toestand, en deze zou moeten berekend worden volgens een gemiddeld cijfer en overeenkomstig de waarschijnlijke vooruitzichten voor een lang tijdvak, vooruitzichten welke onvermijdelijk op willekeurige wijze zouden beoordeeld worden, want niemand kan weten wat er ons morgen of overmorgen, op economisch gebied, te wachten staat.

Waarom, zeggen verder de onderwijzers, wil men op ons een veranderlijk stelsel toepassen, terwijl zulks niet gedaan werd voor de andere beambten van den Staat, en inzonderheid voor de leeraars bij het Middelbaar Onderwijs?

Zoo het stelsel dat wij huldigen niet van 't begin af aan gevolgd is, dan wil zulks nog niet zeggen dat het niet deugt. Trouwens, de vergelijking met de beambten van den Staat (Spoorwegen b. v.) zou bewijzen dat de onderwijzers juist als die bedienden zullen behandeld worden. En de vergelijking met de leeraars bij het Middelbaar Onderwijs zou bewijzen dat de onderwijzers voordeliger worden behandeld; de wedden van het Middelbaar Onderwijs zijn inderdaad volgens een beslissing van den Ministerraad verhoogd geworden overeenkomstig het stelsel Pouillet, dat, moest het op de onderwijzers toegepast worden, 5,440 frank als aanvangswedde zou geven.

De eisch, volgens denwelken de wedden voor lange jaren zouden moeten vastgesteld worden op den grondslag van den huidige bijzonderen toestand, is klaarblijkelijk onrechtmatig en moet van de hand worden gewezen.

Het is redelijker, de cijfers van 1914 met die van 1920 te vergelijken. En nog moet men die vergelijking niet te ver drijven en er zich wel voor wachten de nauwkeurige herstelling van den toestand van 1914 te eischen. Niemand zal, inderdaad, betwisten dat iedereen werkelijk verarmd is gedurende de vier oorlogsjaren en dat het dienvolgens feitelijk onmogelijk is iedereen zijn middelen van bestaan van 1914 opnieuw te verschaffen. Al de burgers zijn verplicht, ter oorzaak van de door den oorlog aangerichte schade, hun uitgaven eenigermate te beperken, en, alhoewel die beperkingen in de eerste plaats gelden voor degenen wier middelen het noodzakelijke overtreffen en voor wie zij ook gemakkelijker zijn, toch is het zeker dat zoo één klasse van burgers op den dag van heden dezelfde waarde als in 1914 zou willen winnen, wij haar geen voldoening zouden kunnen schenken zonder de Natie te benadeelen. Anderdeels mag men aannemen dat de onderwijzers reeds in 1914 onvoldoende bezoldigd waren en dat er toen reeds sprake was van het verhoogen van hun wedden.

Nu de Natie de moedigste pogingen aanwendt om haar krachten en haar leven te herstellen, dienen de opvoeders onzer jeugd behoorlijk bezoldigd.

Kortom, zoo wij rekening houden met die verschillende beweegredenen, dan mogen wij besluiten dat de onderwijzer recht heeft op zijn bezoldiging van 1914, vermenigvuldigd met het getal dat voortspuit uit de statistieke gegevens van het Ministerie van Arbeid en Nijverheid, dat wil zeggen, voor Mei 1920, met 4, 8. Dit getal is klaarblijkelijk een maximum en, anderdeels, eene tijdelijke beraming.

Het gaat onzes inziens niet aan, vergelijkingen te maken met het loon dat de werklieden op het oogenblik in de private nijverheid verdienen. Wanneer men zegt, zooals voortdurend in zekere betoogen gedaan wordt, dat een geschoold werkmán op dit oogenblik van 20 tot 30 frank per dag kan verdienen, terwijl de onderwijzer slechts fr. 10.75 wint, dan kan die vergelijking op 't eerste gezicht indruk maken, en toch beteekent ze niets aangezien ze geen waarden van dezelfde orde met elkander in verband brengt. Het is inderdaad verkeerd te beweren dat de onderwijzer per dag betaald wordt. Hij wordt per jaar betaald, en wat men zou moeten vergelijken is het jaarloon van den geschoolden werkmán en de jaarwedde van den onderwijzer. Dan zou men bevinden dat de schijnbare voordeelen van den toestand der werklieden niet kunnen opwegen tegen de nadeelen welke de onderwijzer niet kent; de werkmán wordt niet betaald voor de Zon- en feestdagen en heeft geen vacantes; zijn toestand is onzeker, terwijl die van den onderwijzer verzekerd is voor een heel langen termijn; de loonsverhoogen voor den werkmán zijn heel onvast, terwijl de weddeverhoogen voor den onderwijzer geregeld worden toegestaan. De werkmán is niet zeker dat hij in zijn ouden dag een pensioen zal genieten, terwijl de Staat er een kosteloos aan den onderwijzer verleent. Verder kan de werkmán niet rekenen op een pensioen voor zijn vrouw en zijn kinderen, terwijl de onderwijzer, door de afhoudingen van zijn wedde, de zekerheid heeft dat de zijnen bij zijn overlijden niet van alle hulpmiddelen zullen beroofd zijn. De twee toestanden kunnen dus niet vergeleken worden.

Een oordeelkundiger vergelijking kan gemaakt worden met den toestand der beambten van den Staat. Deze genieten voordeelen welke overeenstemmen met die der onderwijzers en die voordeelen verklaren en wettigen het verschil dat altijd bestaan heeft tussehen het door den Staat betaalde loon en het loon betaald door de werkgevers in de private nijverheid.

Nadat die algemeene beweegredenen aldus zijn vastgesteld, zullen wij de cijfers van 1914 onderzoeken evenals die welke door de wet van 13 November 1919 op verzoek en ten genoegen van de belanghebbenden, door een bijna eenparige stemming van het Parlement werden bepaald.

Vooraf dient de aandacht gevestigd op de buitengewone ingewikkeldheid van het vraagstuk en moet men dit ontdoen van alle bijkomstige factoren. Voorloopig zullen wij dus het onderzoek van alle bijkomende inkomsten van kant laten welke gevoegd worden bij de hoofdwedde en welke een merkbare bijwinst voor de onderwijzers uitmaken: inzonderheid de verblijfs- en bestuursvergoedingen, de toelagen voor bijzondere getuigschriften, leergangen voor volwassenen, periodieke verhoogen, en wij zullen ons enkel bezighouden met de minimumwedde welke aan elk jong onderwijzer aanstonds bij zijn benoeming, na vier jaren studie aan de normaalschool, wordt toegekend.

Die wedde bedroeg, in 1914, 1,200 frank. De wet van 13 November 1919 heeft ze op 3,000 frank gebracht. Zij heeft er een verblijfsvergoeding aan toegevoegd, welke in de kleinste gemeenten, voor de ongehuwden, 200 frank bedraagt! De thans toegekende minimum-wedde bedraagt dus 3,200 frank. Zoo men dit cijfer vergelijkt met dat van 1914, zal men vaststellen dat de weddeverhooging overeenstemt met een vermenigvuldiger van ongeveer 2.7. Volgens het beginsel dat wij in het begin hebben aangenomen, moet dus het maximum der eischen op dit oogenblik overeenstemmen met een vermenigvuldigen niet van 2,7 maar van 4,8 en dienvolgens ongeveer 5,400 frank bedragen.

Dit zoo zijnde, hoe kunnen wij tot het gewenschte cijfer van 5,400 frank komen, dat trouwens hooger is dan het cijfer der ontwerpen-Doms, Marck-Buyl, en hoeveel moet het vaste gedeelte en het veranderlijk gedeelte bedragen? De beampten van den Staat zullen binnenkort een duurtetoeslag van 1,200 frank bekomen; moest men dit stelsel op de onderwijzers toepassen, dan zou het vaste gedeelte 4,200 frank bedragen, en het veranderlijk gedeelte 1,200 frank. Ten einde het verlangen der belanghebbenden in te willigen, schijnt het ons doelmatig het vaste gedeelte op 4,800 frank te bepalen, hetgeen het veranderlijk gedeelte tot op 600 frank zou verminderen. In dit opzicht vertoont het voorstel der Regeering dus heel veel overeenkomst met de voorstellen Marck-Buyl en Doms, wat het vaste gedeelte betreft, en het overtreft ze merkkelijk zoo men er het veranderlijk gedeelte aan toevoegt. Door dit veranderlijk gedeelte zal men zich voortdurend op de hoogte kunnen houden van het stijgen en dalen der levensduurte. Zijn cijfer zal op geregelde tijdstippen herzien worden aan de hand van de officiële statistieken; het zal kunnen verhoogd worden zoo de levensduurte nog stijgt; het zal kunnen verminderd worden in tegenovergesteld geval.

De andere vergoedingen, voorzien bij de wet van 1919, blijven behouden. Degene welke betrekking hebben op de bijzondere getuigschriften mogen vermeerderd tot een maximum dat van 100 op 300 frank wordt gebracht.

Het is inderdaad nuttig gebleken de leden van het onderwijzend personeel aan te moedigen opdat zij zich door aanvullende studiën op de hoogte zonden stellen van de verbeteringen van het leerplan en inzonderheid van de uitbreiding welke de vierde graad en de aanvullingswerken der school zullen kunnen nemen.

II. — Periodieke verhoogingen.

Het regiem van 1914 en de wet van 1919 voorzagen een stelsel van periodieke verhoogingen. De aan het Parlement voorgelegde voorsteller nemen hetzelfde standpunt in. Er dient aangemerkt dat het stelsel te billijken is, niet door 't feit dat het ouder is, doch door de veronderstelling dat een onderwijzer, naar mate hij vordert in dienstjaren, tevens bevoegder wordt, meer oplevert en eene hoogere professioneele waarde bereikt. In welk geval het slechts rechtvaardig is, hem beter te bezoldigen.

Wij achten de reeks der opklimmende verhoogingen als volgt te moeten vaststellen : vijf jaarlijksche van 200 frank ieder; vijf tweejaarlijksche van

200 frank; vier driejaarlijkse van 200 frank en eene laatste van 400 frank. Deze wedde zou dus met 3,200 frank vermeerderd worden.

Men merke op dat die rooster van den vorige als van de voorgestelde stelsels verschilt. In 1914 bedroegen de verhoogingen 100 frank om de twee jaar. Volgens de wet van 1919 heeft de onderwijzer recht op tien jaarlijksche verhoogingen van 100 frank gevolgd door tien tweejaarlijksche verhoogingen van 150 frank.

Het ontwerp Marek-Buyt stelt voor « de lagere en Frœbelonderwijzers en » -onderwijzeressen hebben recht op tien jaarlijksche verhoogingen van » 200 frank en vijf van 300 frank, tot beloop van de noodige som om het » wettelijk minimum met 3,000 frank te verhoogen ».

Die schikking blijkt nogal onverstaanbaar, aangezien de aangegeven cijfers 3,500 frank zouden geven in plaas van 3,000 frank.

Het ontwerp Doms voorziet « eene jaarlijksche verhoging van 250 frank tot beloop der noodige som, om het voorzien minimum met 3,000 frank te verhoogen. »

De toepassing dier regelen zou voor de Schatkist een zwaren last medebrengen welke de huidige middelen overtreft.

Wat ons bij het vaststellen over verhoogings-basis heeft geleid is de zucht om het geleverd werk zoo juist mogelijk te vergelden en der beginnelingen het bestaan te vergemakkelijken.

Het komt ons billijk voor dat de jonge onderwijzer, welke bij den aanvang zijner loopbaan geen der bijbaantjes heeft aan zijne oudere collega's toegekend, spoedig zijn toestand zie verbeteren, en daarom zijn wij van oordeel dat zijn verhoging een jaarlijksche moet zijn. Daarbij komen er vijf tweejaarlijksche verhoogingen. Men mag aannemen dat de onderwijzer, in 't algemeen, na tien jaar al oplevert wat hij kan; zijn toestand is dan ook merklijk verbeterd. Van op dat oogenblik echter zal zijn beroepswaarde nog slechts traag vergrooten; het schijnt dan ook logisch, de gang der verhoogingen te vertragen. Tusschen 25 en 35 jaar zal de verhoging tweejaarlijksch zijn. Tusschen 35 en 50, driejaarlijksch en de laatste verhoging van 400 frank kan toegekend als bekroning der loopbaan.

Zoo wij ons echter bij die cijfers neerleggen, dan is 't op de uitdrukkelijke voorwaarde dat wij de toekenning van verhoogingen een gedurige prikkel tot professionneel werkzaamheid merken te zijn. Het mechanisch toekennen van verhoging zou de minder-goede elementen bevoordceligen en de beste ontmoedigen, aangezien slecht, goed of uitstekend werk gelijkmatig zou worden beloond. Reeds met het stelsel der wet van 1919 volstond het niet, in dienst te zijn om eene verhoging te bekomen; deze kon geweigerd aan ieder onderwijzer wiens gedrag of onderricht te wenschen overliet. Men moet, meenen wij, verder gaan; men moet aan de weigering van verhoging het karakter van eene straf ontnemen, aan het begeven van eene verhoging het karakter eener belooning toevoegen.

De slechte onderwijzer zal er geen recht of hebben, dat spreekt van zelfs, doch de middelmatige, de niet meer dan doorslag-onderwijzer, ook niet. De verhoging moet verdiend door waardig gedrag, hoedanigheid van onderricht, ijver om de door de wet voorgeschreven verplichtingen integraal te vervullen.

De verhoogingen zullen door de schooloverheden voorgesteld en gebillijkt worden volgens algemeene regelen, bij Koninklijk besluit vast te stellen, welke elke begraansiging zal uitsluiten en den belanghebbenden de noodige waarborgen opleveren. Doch toezicht over die voorstellen zal den Staat blijven, die er de geldelijke gevolgen van dragen moet.

In afwachting dat dit reglement wordt toegepast, zullen van nu af aan de verhoogingen volgens de dienstjaren worden toegekend.

Voor hunne berekening komen in aanmerking de diensten bepaald door artikel 31, littera B, der wet in dato 13 November 1919.

III. — Gelijikheid van onderwijzers en onderwijzeressen.

De gelijkheid van wedde voor onderwijzers als voor onderwijzeressen wordt ook geëischt. Op eerste zicht blijkt zij rechtvaardigd, uit hoofde van het grondbeginsel « gelijk loon voor gelijk werk ». Doorgrondt men echter de zaak, dan moet men bekennen dat in 't algemeen de vrouw als onderwijzeres minder levert dan de onderwijzer. Zeker is een goede onderwijzeres zooveel waard als een goede onderwijze en diende evenveel betaald. Dikwijls zelfs volbrengt de vrouw hare bediening met groote toewijding en toont zij voor de kinderen eene bijna-moederlijke bezorgheid. Anderdeels is het bewezen dat de vrouw vaker ongesteld is en dat een aantal onder haar dit voorwendsel aanwenden om hare leergangen niet, of om ze niet behoorlijk te geven. Het is vooral van vrouwelijke zijde dat het misbruik heerscht der afwezigheid, waarvan de beweegredenen onmogelijk kunnen nagegaan, want draaiingen, zenuwkwalen, hoofdpijn en andere ongesteldheden kunnen voorgegeven zonder dat de meest-ervaren geneesheer de echtheid ervan vermag vast te stellen. Gelijikheid van wedde is dus slechts aanneembaar bij gelijkheid van praestatie, en na het treffen van maatregelen om ongerechtvaardigde afwezigheid te voorkomen. Naar mijn oordeel konden die maatregelen bestaan in het weigeren van verhoging aan de onderwijzers en onderwijzeressen die meer dan veertien dagen in één schooljaar afwezig zouden zijn, zonder andere verontschuldiging dan ongesteldheid welke niet door goed vast te stellen verschijnselen te bemerken is.

IV. — Bijzondere reeksen.

Bovenstaande regelen betreffen den toestand der meerderheid van het lager leerpersoneel, doch volstaan niet om in al de toestanden te voorzien.

Moeten nog in acht genomen de onderwijzeressen der bewaarscholen, de onderwijzers en onderwijzeressen die in gemeenschap leven, de schoolbestuurders en bestuurders. Wij laten opzettelijk de vraag der leergangen voor volwassenen terzijde, welke de wet van 1919 aan de gemeentebestuur voorbehoudt. Nochtans is het niet zonder belang eraan te herinneren dat de onderwijzers vanzelf aangeduide titularissen zijn voor dusdanige leergangen en dat de vergelding die de gemeenten ervoor overhebben en wier belangrijkheid afhangt van haar geldelijke draagkracht, voor menigen onderwijzer een merkbare en gezochte bijwinst uitmaakt.

De onderwijzeressen der bewaarscholen mogen niet verward met de onderwijzeressen der lagere scholen. Hare ontwikkeling staat niet zoo hoog, en na lagere studiën vergt men van haar slechts zes weken bijzondere voorbereiding. Nochtans, daar de Regeering het inzicht heeft meer van haar te vergen en aan die normale studiën een ernstiger karakter te geven, heeft men het voor wenschelijk gehouden, ook voor haar de wedden der wet van 1919 te verhoogen. Zij zouden aldus worden vastgesteld :

Minimum : 3,600 frank.

5 jaarlijksche verhoogingen van	. . .	150 frank.
5 tweejaarlijksche id.	. . .	150 id.
4 driejaarlijksche id.	. . .	150 id.
en een laatste van		300 id.

Maximum : 6,000 frank.

Wat de geestelijke onderwijzers en onderwijzeressen betreft, hunne levensvoorwaarden zijn natuurlijk zeer verschillend van die der onderwijzers en onderwijzeressen welke gewone lasten te dragen hebben. Daar de wet van 1919 op dat punt bepaald een godsvrede der partijen bevestigt, heeft zij dezen op logische wijze mindere wedden toegekend dan aan de wereldlijke onderwijzers en onderwijzeressen. Wij zijn er met dat ontwerp niet op uit, om de transactie, bijna eenparig door gansch het Parlement goedgekeurd, terug te berde te brengen; wij verhoogden dienvolgens deze wedden in evenredigheid met de andere. Wat de wisselende vergoeding betreft, het lijkt ons zeer voldoende deze op den helft van het vroeger aangeduide cijfer te brengen, dus op 300 frank.

De vaste jaarwedden der lager onderwijzers en onderwijzeressen van aangenomen of aanneembare lagere scholen, die in gemeenschap leven, zal zijn :

Minimum : 2,400 frank.

5 jaarlijksche verhoogingen van	. . .	100 frank.
5 tweejaarlijksche id.	. . .	100 id.
4 driejaarlijksche id.	. . .	100 id.
en een laatste van		200 id.

Maximum : 4,000 frank.

De *vaste* wedde der in gemeenschap levende bewaarschoolonderwijzeressen bedraagt :

Minimum : 1,800 frank.

3 jaarlijksche verhoogingen van . . .	75 frank.
3 tweejaarlijksche id.	75 id.
4 driejaarlijksche id.	75 id.
en een laatste van.	150 id.

Maximum : 3,000 frank.

De gemeentelijke schoolbesturen hebben onbetwistbare diensten bewezen en de instelling moet behouden en uitgebreid worden. Nochtans dient men de misbruiken te voorkomen. Om die reden zijn wij van oordeel dat de thans bestaande toestanden moeten behouden worden en dat de Staat de wedde dier bedienden op zich moet nemen. Voor de toekomst dienen er zeer nauwkeurige regelen aangenomen. Een Koninklijk besluit zal ze vaststellen.

Het ontwerp Marck-Buyt wijst erop dat de gemeentelijke opzieners het voordeel der wet van 13 November 1919 niet genieten. Zonder de diensten te miskennen welke die ambtenaren aan het onderwijs kunnen bewijzen, zijn wij toch van gevoelen dat zij niet kunnen beschouwd worden als behoorende tot het onderwijzend personeel. In werkelijkheid zijn zij afgevaardigden, plaatsvervangers van den schepen van openbaar onderwijs en uit dien hoofde moet hun bestuursambt ze doen beschouwen als zijnde eenvoudig gemeenteambtenaren. De Staat heeft overigens zijn eigen opzieners, en zoo de gemeentelijke opzieners door bemiddeling van den Staat bezoldigd werden, zouden zij ten slotte van de eersten moeten afhangen en hun gezag zou er enkel door kunnen verminderd worden.

Hetzelfde ontwerp doet opmerken dat de plaatsvervangende onderwijzers miskend worden.

Het bezoldigen der waarnemende onderwijzers komt reeds ten laste van den Staat, en de gemeenten, welke plaatsvervangende onderwijzers wenschen aan te stellen, mogen niet vergen dat de Staat de wedde van den werkelijken onderwijzer en die van den plaatsvervangenden onderwijzer zou betalen. Moest men anders handelen, dan zou het aantal plaatsvervangende onderwijzers in niet te wettigen verhoudingen toenemen.

Ten slotte moeten wij nog het vraagstuk der betalende klassen behandelen.

Wij zijn van meening dat de Regeering toelagen moet blijven verleen en aan de thans bestaande betalende klassen.

Ten einde in 't vervolg alle misbruiken te voorkomen, zal een Koninklijk besluit, waarbij de beschikkingen van de algemeene verordening van 16 November 1919 herzien worden, de voorwaarden bepalen welke voortaan moeten vervuld worden om de Staatstoelagen te bekomen.

V. — Verplichtingen der onderwijzers.

Zij die van het opmaken van wedderoosters eene bezigheid maken, hebben het gaarne over de rechten der onderwijzers, maar spreken niet zoo dikwijls

over dezer verplichtingen. Nochtans behoort tusschen beide verhouding te bestaan. De onderwijzers zijn belangwekkend, omdat zij het hoofdbestanddeel zijn der school. Het belang der school gaat boven dat van den onderwijzer. Alleen in verband met de belangen van de school, dienen de belangen van den onderwijzer in het oog gehouden. Het is de reden waarom wij ertoe hebben besloten, het toekennen van verhoogingen te doen afhangen van de ambtelijke waarde; het is de reden die er ons toe brengt, de verplichtingen van de onderwijzers nader te omschrijven, op het oogenblik dat de lagere school eene nieuwe uitbreiding neemt.

Sommige, gelukkig zeldzame onderwijzers, achten hunne taak afgelopen zoodra de klok het einde der klasse aankondigt. De meerderheid begrijpt dat de schooldienst heel wat ruimer is. In vele gemeenten zijn het de onderwijzers die door ijver en toewijding den welvaart der volksuniversiteiten en der aanvullende onderwijsinstellingen hebben verzekerd. In dit opzicht liggen eene gansche reeks hervormingen van het hoogste gewicht ter studie; de school dient aangevuld door de volksbibliotheek, schoolectmalen dienen ingericht, de betrekkingen met de ouders der leerlingen moeten talrijker worden. Verbeteren wij heden den toestand der onderwijzers, dan is het niet alleen — laten zij het niet uit het oog verliezen — uit hoofde der levensmoeilijkheden, maar omdat van hen veel wordt verwacht bij de oneindige werkzaamheid tot geestelijk en zedelijk hervormen die de Natie zich heeft op te leggen. Van heden af dient dus in de wet te staan dat onder den schooldienst, zonder bijzondere bezoldiging, dient begrepen de dienst van bibliotheek en van bijstand bij het schooleetmaal, naar gelang de reglementen die in bijzonderheden door de schooloverheid zullen worden opgemaakt, met goedkeuring van den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

De nieuwe weddevermeerdering wettigt tevens de uitsluiting van alle bijposten, aan het eigenlijk onderwijs vreemd.

De toestand der onderwijzers wordt door verschillende artikelen der wet, nl. de artikelen 14, 15, 24, 25, 28, 29 en 31 geregeld. Voor één punt dienen zij aangevuld.

De duur der verbintenissen tusschen onderwijzers en schooloverheden dient nader bepaald. Niemand denkt eraan, aan een onderwijzer, of aan onderling verbonden onderwijzers het recht tot ontslag of tot dienstweigening te ontzeggen. Arbeidswang is voor ieder onbillijk. Nochtans dient vastgesteld op welk oogenblik en op welke wijze onderwijzers van dit recht mogen gebruik maken. De aard van hun ambt stelt den minimumduur van hunne verbintenis vast; een gansch schooljaar blijven dezelfde kinderen aan hunne zorg toevertrouwd: zij zijn dus of zijn minst voor het loopende schooljaar verbonden. Eerst bij het einde van het jaar kunnen zij van de opgenomen taak afstand doen, en dan nog of voorwaarde, de schooloverheid in tijds te verwittigen om hervangen te kunnen worden zonder dat de school er onder lijdt. Het weze verhaald: hunne rechten hangen van de belangen der school af.

Men kan dus het recht van den onderwijzer tot het weigeren van verderen dienst erkennen, mits aan te nemen dat dit alleen tegen het navolgende schooljaar geschiedde en kennis ervan vóór het einde van het loopende schooljaar gegeven worde. In zulk geval kan geen tuchtstraf den onderwijzer treffen, en hij blijft van alle verwijt vrij.

De schooloverheden genieten anderdeels een aardelijk recht, doch binnen engere grenzen. Zonder gewichtige redenen kunnen zij van de diensten van een onderwijzer niet afzien. Het oordeel over deze redenen kan van de schooloverheden niet alleen afhangen, of zijstellen den betrokkenen aan nuk of willekeur bloot. Die betrokkenen dienen zich te kunnen verdedigen of te doen hooren, hetzij voor den Gemeenteraad en de Bestendige deputatie zoo het officieële onderwijzers geldt, hetzij voor den onder artikel 26 der schoolwet voorzien Raad zoo het gaat om aangenomen of ondersteunde scholen; in een als in ander geval dienen zij beroep op den Koning te kunnen doen.

VI. — Financiële belangen.

Hangt het belang van den onderwijzer af van het belang der school, het belang der school hangt af van het belang der natie. België is zichzelf de offeren tot uitbreiding van zijn lager onderwijs verplicht; terecht heeft men gezegd dat het hier ging om nuttige en opbrengende uitgaven, die in de toekomst winst afwerpen zouden; nochtans dient men zich af te vragen of België die lasten dragen kan. Het is voor hervormers gemakkelijk, uitgaven voor te stellen zonder tevens 's lands middelen na te gaan.

In voorkomend geval is de toestand der betrokkenen zoo spoedeischend, dat het lachwekkend zou zijn te beginnen met de voordracht van eene belastingswet, die wel uiterst logisch zou zijn, maar ons tot volgend jaar of nog later zou voeren.

Het is dus met de tegenwoordig-beschikbare middelen dat het kwaad dient te keer gegaan, en de vraag is dan ook, of de beperkte middelen, waar de Regeering op het oogenblik over beschikt, de toepassing toelaten van het stelsel dat ons gewenscht voorkomt. Geen enkele redevoering maakt deze stoffelijke onmogelijkheid te niet.

Wij dienen dus onvoorwaardelijk te weten wat de voorgestane hervorming kosten zal. Alsof deze zijde van het vraagstuk van geen belang was, hebben de stellers ervan ze over het hoofd gezien. Zij is zoo ingewikkeld dat men volkomen-zekere cijfers alleen na zeer langdurige berekening zou kunnen opgeven.

Nochtans heeft men getracht, de hierbovengemelde gegevens in cijfers om te zetten (hetgeen, uit hoofde van hun gebrek aan stiptheid, met de stelsels Marck-Buyl en Doms zoo goed als onmogelijk was), en men is tot volgende slotsom gekomen :

Vermeerdering der aanvangswedde	fr. 45,596,000 »
Vermcendering der periodieke verhooging van de vergoeding voor bijzondere getuigschriften.	16,209,291 »
Levensduurte	14,852,700 »
TOTAAL. : . fr.	76,657,991 »

waarvan :

61,808,291 te nemen op de *gewone*,
14,852,700 te nemen op de *buitengewone* begrooting.

Zoodat het voortschijdende cijfer der Staatstusschenkomst sedert 1914, toen

het 24,483,230 bedroeg, in 1919 ongeveer 110,000,000 werd, om in 1920 ongeveer 186,637,991 te zullen zijn, — een cijfer dat van aard is om menschen met gezond verstand tot nadenken te brengen, en de verontwaardiging te temperen van wie den Staat verwijten, niets voor het onderwijs over te hebben.

Tot toepassing van het stelsel dat wij voorstaan, dient men dus eene jaarlijksche bijuitgave van 76 millioen te voorzien.

Deze vermeerdering der Staatstusschenkomst maakt het versterken van het schooltoezicht noodzakelijk.

De wet van 1919 beschikt, dat de schoolopzieners eens per jaar de scholen bezoeken. Het spreekt vanzelf dat dit te weinig is. Het diende tweemaal ten minste per jaar te zijn. Gansch deze dienst wordt bij Koninklijk besluit gewijzigd.

Het aangeven van het cijfer, 76 millioen, volstaat om te doen inzien hoe moeilijk het voor een Minister van Financiën zijn moet, zulke belangrijke som *onmiddellijk*, alleen met zijn goeden wil gewapend, te vinden.

Men zal dan ook begrijpen dat de Regeering ervan heeft moeten afzien, aan de hervorming terugwerkende kracht op 1^o Januari 1920 te verleen, zooals aanvankelijk in hare bedoeling lag, en dat zij het volstrekt onmogelijk acht, verder te gaan dan zij voorstelt.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTREE.

**Projet de loi sur le traitement
des instituteurs.**

**Wetsontwerp over de wedde der
onderwijzers.**

B. — TEXTE.

B. — INHOUD.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté en Notre Nom aux Cham-
bres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

Un article nouveau est inséré dans la
loi organique de l'instruction primaire
à la suite de l'article 28.

Cet article est ainsi conçu :

ART. 28^{bis}. — Le traitement ci-après
fixé est le même pour les instituteurs et
les institutrices.

ART. 2.

L'article 29, 1^o, de la loi organique
de l'instruction primaire est modifié
comme suit :

1^o Un traitement de base de 4,800
francs.

Au 2^o du même alinéa, les mots :
« pour les uns et les autres », sont sup-
primés.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister
van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan den inhoud
volgt zal in Onzen naam aan de wetge-
vende Kamers onderworpen worden.

EERSTE ARTIKEL.

Een nieuw artikel wordt in de wet tot
regeling van het lager onderwijs achter-
aan artikel 28 opgenomen.

Dit artikel luidt als volgt :

ART. 28^{bis}. — De hiernavastgestelde
wedde geldt voor onderwijzeressen als
voor onderwijzers.

ART. 2.

Artikel 29, 1^o, der wet tot regeling
van het lager onderwijs wordt :

1^o Eene aanvangswedde van 4,800
frank.

Bij 2^o van hetzelfde lid dienen de
woorden « voor beiden » geschrapt.

ART. 3.

L'article 30 D est modifié comme suit :

D. Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun, des écoles adoptées et adoptables est fixé à 2,400 francs; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.

ART. 4.

L'article 31 A est modifié comme suit :

Le traitement de base sera augmenté périodiquement dans la mesure suivante :

a) Pour les instituteurs laïcs, de quatorze augmentations de 200 francs, soit successivement cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après trente années de services ;

b) Pour les instituteurs non mariés, vivant en commun, des mêmes augmentations, réduites de moitié.

Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.

ART. 5.

L'article 31 B, alinéa 1, est modifié comme suit :

B. Pour la période antérieure à la présente loi, seront admis, en vue de l'octroi des augmentations périodiques, tous les services rendus, même à titre temporaire, dans les écoles primaires ou gardiennes, communales, adoptées ou adoptables.

ART. 3

Artikel 30 D wordt :

D. De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers van de aangenomen en aaneembare scholen wordt bepaald op 2,400 frank; de huishuurvergoeding is alleen aan het schoolhoofd verschuldigd; zij wordt berekend naar de grondslagen, bij het vorig artikel vastgesteld voor de gemeenteonderwijzers.

ART. 4.

Artikel 31 A wordt :

De aanvangswedde wordt periodiek op volgende wijze vermeerderd :

a) Voor de wereldlijke onderwijzers, met veertien verhoogen van 200 frank. d. i. opvolgenlijk vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhooging van 400 frank na dertig jaar dienst;

b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, de helft derzelfde verhoogen.

Deze verhoogen zijn verschuldigd vanaf 1 Januari van elk jaar.

ART. 5.

Artikel 31 B, lid één, wordt :

B. Voor het tijdperk dat deze wet voorafgaat, komen, met het oog op de periodieke verhoogen bij de berekening der dienstjaren in aanmerking, al de diensten, zelfs die welk tijdelijk bewezen werden, in de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere scholen of bewaarscholen.

A l'alinéa 3, les mots « dans les écoles gardiennes inspectées » sont supprimés.

ART. 6.

Les dispositions suivantes sont insérées à l'article 31, à la suite du littéra B :

B^{bis}. A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations périodiques ne seront accordées que si elles sont méritées par des services irréprochables et dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, notamment, les instituteurs dont la conduite ou l'enseignement laisserait à désirer, ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements ou qui s'absenteraient plus de quinze jours par an, sous prétexte de maladie non constatable par des symptômes objectifs certains.

B^{ter}. Le service scolaire comprend, sans rémunération spéciale, outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de la bibliothèque publique et l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, tels qu'ils sont réglés par les autorités scolaires, ou, à leur défaut, par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 7.

L'article 31, litt. C, est remplacé par la disposition suivante :

Les augmentations sont proposées par les autorités scolaires compétentes, selon des règles uniformes à édicter par un arrêté royal. Elles ne sont admises pour la fixation du subsidé de l'Etat que pour autant que le Ministre des Sciences et des Arts les juge justifiées.

Bij lid 3 worden de woorden « in de onder toezicht staande bewaarscholen » geschrapt.

ART. 6.

Bij artikel 31, achteraan littera B, komen volgende beschikkingen :

B^{bis}. Bij het in werking treden dezer wet worden de periodieke verhoogingen slechts als verdiend door onberispelijken en meer dan middelmatigen dienst toegekend. Zoo zullen onderwijzers, wier gedrag of onderricht te wenschen konden overlaten ; zij die in hun plicht, als omschreven door wet of reglementen, zouden te kort schieten, of zij die meer dan vijftien dagen per jaar, onder voorwendsel van niet door merkbaar-zekere teekenen vast te stellen ziekte, zouden afwezig zijn, er geen recht op hebben.

B^{ter}. De schooldienst omvat, zonder bijzondere vergoeding, buiten den dienst van het eigenlijk onderwijs, den dienst der volksbibliotheek en den bijstand aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij door de schooloverheden en, bij ontstentenis dezer, door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden geregeld.

ART. 7.

Artikel 31, litt. C, wordt :

Weddeverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde schooloverheid, volgens gelijkvormige, door een Koninklijk besluit vast te stellen regelen. Voor vaststelling van de Staatstoelage wordt zij alleen goedgekeurd, als de Minister van Wetenschappen en Kunsten ze gerechtigd acht.

ART. 8.

L'alinéa 3 de l'article 33 est modifié comme suit :

1° Un traitement de base, qui sera de 4,800 francs, si l'intéressée possède le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, et de 3,600 francs, si elle ne possède que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne ou si elle est dispensée en vertu de l'alinéa 8 du présent article.

L'alinéa 16 du même article est modifié comme suit :

Les institutrices gardiennes ont droit, si elles possèdent le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, à quatorze augmentations successives de 200 francs soit cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après 30 années de services. Si elles ne possèdent que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, ou si elles en sont dispensées en vertu de l'alinéa 8 du présent article, les taux des augmentations sont réduits respectivement à 150 et 300 francs.

L'alinéa 17 du même article est modifié comme suit :

Pour les institutrices gardiennes non mariées et vivant en commun, les taux du traitement de base et des augmentations périodiques sont réduits de moitié.

ART. 9.

L'article 34 est modifié comme suit :

Une indemnité est attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches. Un arrêté royal détermine les certificats

ART. 8.

Artikel 33, lid 13, wordt :

1° Eene aanvangswedde, groot 4,800 frank zoo de betrokkene draagster is van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, of groot 3,600 frank zoo zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres bezit, of zoo ze uit hoofde van lid 8 van dit artikel ervan vrijgesteld is.

Lid 16 van ditzelfde artikel wordt :

De onderwijzeressen der bewaarscholen, zoo zij draagster zijn van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, hebben recht op veertien opvolgende verhoogingen van 200 frank, d.i. vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na 30 jaar dienst. Bezitten zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres of zoo zij uit hoofde van lid 8 van dit artikel ervan vrijgesteld zijn, dan wordt het bedrag der verhoogingen onderscheidenlijk herleid tot 150 en 300 frank.

Lid 17 van hetzelfde artikel wordt :

Voor de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzeressen der bewaarscholen worden aanvangswedde en periodieke verhoogingen op den helft gesteld.

ART. 9.

Artikel 34 wordt :

Eene bijzondere vergoeding is verbonden aan het bezit van bijzondere getuigschriften voor het ondersicht in zekere vakken. De getuigschriften die

qui entrent en ligne de compte et fixe le taux de l'indemnité pour chacun d'eux.

Le montant total de ces indemnités ne peut dépasser 300 francs.

ART. 10.

Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire :

ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire.

Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.

ART. 11.

L'alinéa 3 de l'article 39 de la loi scolaire est modifié comme suit :

L'inspecteur cantonal visite au moins deux fois l'an toutes les écoles de son canton. Une fois au moins par trimestre, il réunit en conférence les instituteurs de son ressort et adresse à l'inspecteur principal un rapport sur la situation de

hiervoor in aanmerking komen en het bedrag der vergoeding voor elk hunner wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld,

Het gezamenlijk bedrag dezer vergoedingen mag niet boven 300 frank gaan.

ART. 10.

Op artikel 26 der schoolwet volgt een nieuw artikel :

Artikel 26^{bis}. — De onderwijzer is op zijn minst voor het loopend schooljaar verbonden. Slechts bij voorbericht van drie maand en tegen het volgende jaar kan hij van zijn ambt afzien. Maakt hij hiervan geen gebruik, dan blijft zijn contract bij verzwegen overeenkomst voor een volgend schooljaar duren.

In dezelfde voorwaarden mogen de schooloverheden eveneens van het contract afzien, niet echter zonder gewichtige reden. Het beoordelen van zulke redenen wordt voor de gemeentecommissarissen aan den gemeenteraad, voor de onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen aan den onder artikel 26 der schoolwet voorzienen raad overgelaten; in een als ander geval kan beroep op den Koning gedaan. Hetzelfde geldt voor elke tuchtstraf die afstelling onder het schooljaar medebrengen kan. De beklaagde onderwijzer dient gehoord en tot verweer gemachtigd.

ART. 11.

Lid 3 van artikel 39 der Schoolwet wordt :

Elke kantonale schoolopziener bezoekt, tweemaal 's jaars ten minste, al de scholen van zijn kanton. Eens per kwartaal ten minste vereenigt hij de onderwijzers van zijn gebied in eene vergadering, en hij zendt aan den hoofd-

l'instruction primaire dans les communes qu'il a parcourues. Chaque inspecteur principal préside annuellement une des conférences d'instituteurs et visite au moins tous les deux ans chaque école de son ressort. Il adresse, chaque année, au Ministre, un rapport sur la situation de l'instruction primaire de son ressort.

Un règlement d'administration générale organise le corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, détermine le nombre, les attributions et le traitement des inspecteurs des diverses catégories, et arrête tout ce qui concerne le conseil de perfectionnement, les conférences et les moyens d'encouragement.

Dispositions spéciales ou transitoires.

ART. 12.

Sous les conditions à déterminer par arrêté royal, les directeurs communaux de l'enseignement primaire qui ne sont spécialement attachés à aucune école tombent sous l'application de la présente loi et de la loi organique de l'instruction primaire.

Les situations acquises au 1^{er} janvier 1920 par des agents de cette catégorie sont respectées.

ART. 13.

Une indemnité de vie chère est accordée, outre les traitements ci-dessus fixés, aux membres du personnel enseignant. Elle sera de 600 francs par an pour les agents laïcs et de 300 francs pour les agents non mariés, vivant en commun.

Le Gouvernement pourra, de trois en

opziener een verslag over den toestand van het lager onderwijs in de gemeenten welke hij heeft bezocht. Elke hoofdopziener zit jaarlijks eene der onderwijzersvergaderingen bij en bezoekt, om de twee jaar ten minste, iedere school van zijn gebied. Ieder jaar stuurt hij den Minister een verslag over den toestand van het lager onderwijs in zijn gebied.

Een reglement van algemeen bestuur richt het corps der opzieners van het lager onderwijs in, bepaalt het getal, de ambtsbevoegdheid en de jaarwedde van de opzieners der verschillende reeksen; het richt tevens den Verbeteringsraad en de onderwijzersvergaderingen in, en stelt de middelen tot aanmoediging vast.

Bijzondere overgangsbeschikkingen.

ART. 12.

Gemeentelijke bestuurders van het lager onderwijs die aan geene enkele school in het bijzonder verbonden zijn, vallen, binnen de voorwaarden door een Koninklijk besluit te bepalen, onder toepassing van deze wet en van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

De toestand op 1 Januari 1920 van agenten dezer reeks blijft onaangevoerd.

ART. 13.

Buiten de boven vastgestelde wedde wordt een duurbijslag aan de leden van het leerpersoneel toegekend. Hij bedraagt jaarlijks 600 frank voor de wereldlijke, en 300 frank voor de niet gehuwde in gemeenschap levende agenten.

Om de drie jaar kan de Regeering het

trois mois, reviser cette indemnité selon les fluctuations du prix de la vie.	bedrag van dezen bijslag herzien naar gelang de wisseling in de levensduurte.
--	--

ART. 14.

La présente loi sortira ses effets à
partir de sa promulgation.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1920.

ART. 14.

Deze wet treedt in werking bij hare
afkondiging.

Gegeven te Brussel, den 13^e Juli 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten.*

J. DESTRÉE.

